

## **Discours du Président de Conseil à l'ouverture de la Session plénière du Quatrième Forum mondial de l'Eau (WWF4)**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de donner la parole, en tant que Président du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général de l'ONU et d'annoncer l'Abrégé des Actions du Conseil, fruit principal de nos discussions et activités.

Quand M. Kofi Anan, le Secrétaire général de l'ONU, à l'an 2003, m'a demandé de conduire le Conseil à le conseiller et à travailler ensemble pour réaliser les cibles internationalement convenues sur l'eau et l'hygiène, j'ai pensé d'avoir de lourdes responsabilités. La gamme étendue du Conseil de milieux suivants : politique, finances, administration, universitaire, travail, ONG et Opérateurs de services publics et privés. Les sessions n'avancent pas très vite, ayant des différentes perspectives parfois contradictoires, et le processus d'élaboration de nos actions n'était pas facile. Le consensus est réputé atteint lorsque tous les participants sont sûres que il est très urgent d'établir la meilleure gestion de l'eau et les services de l'approvisionnement en eau potable plus sûre et d'assainissement, accessibles à tous, surtout aux pauvres.

L'Abrégé des Actions « Votre Action, Notre Action » entre vos mains est notre plan d'Action pour lancer des démarches sur les questions cruciales de gestion de l'eau, d'approvisionnement en eau et d'hygiène. « Votre Action » est un plan des actions que vous allez prendre l'initiative en tant qu'acteurs principaux, dont certains seront désignés par le Conseil. « Notre Action », c'est le Conseil ou chaque membre qui collabore avec ces acteurs principaux pour faciliter la réalisation des cibles internationalement convenues, débarrassant des obstacles. Six thèmes son sélectionnés comme l'Abrégé des Actions, à savoir, Finaçant, Partenariats entre opérateurs d'eau, Hygiène, Surveillance, Gestion intégré des ressources en eau, et Eau et Désastre.

Le Financement est une question pour presque tous les acteurs intéressés à l'eau et à l'hygiène. Comme l'eau et les services d'hygiène ne sont pas gratuits, les gouvernements doivent développer les mécanismes appropriés de financement pour s'assurer que les systèmes nécessaires peuvent être établis et maintenus. Ceci exigera le plan mixte approprié entre les tarifs et les subventions. Il faut bien noter que les plus pauvres payent le taux plus élevé par rapport de leur revenu et les riches et les organismes ne payent pas leur partie équitable. Les gouvernements et les services publics doivent donc instaurer et appliquer des systèmes tarifaires plus équitables.

Cette situation explique que le cœur du problème à ce propos n'est pas l'inexistence de ressources financières disponibles.

Il est important que nous cherchions à répondre à la question suivante : Pourquoi les fonds internationaux disponibles n'investissent-ils pas dans le Secteur d'eau et d'hygiène. Après de longues discussions, le Conseil en est venu à une conclusion que l'amélioration des services et l'expansion du financement doivent être traitées dans leur ensemble comme une paire inséparable.

Le Conseil recommande que trois Actions principales soient mises en application par des Institutions Financières Internationales et donateurs, tels que le CAD de l'OCDE (le Comité d'aide au développement de l'OCDE), des organes régionaux, des gouvernements nationaux, et d'autres acteurs principaux ; Premièrement, un programme durable pour établir de meilleure gouvernance et transparence dans services d'eau ; Deuxièmement, des programmes d'exploitation de savoir-faire et conscience d'opérateurs publics locaux pour l'exploitation de nouvelles ressources ainsi que ceux pour le développement des marchés financiers locaux ; et Troisièmement, les donateurs seront demandés d'investir dans la capacité de reconstruction (*capacity building*) dans ces secteurs.

Le Conseil commencera à négocier avec les Institutions Financières Internationales, les banques régionales, l'OCDE et les donateurs de haut niveau pour que nos propositions soient acceptées. Le Conseil conduira le dialogue avec des gouvernements nationaux et des organes régionaux de sorte que nos propositions accordent les bienfaits aux services locaux d'eau, et surtout aux personnes sans accès à l'eau.

La délibération du Conseil est portée à un des liens inexistant mais les plus importants, s'agissant d'amélioration des services publics d'eau. Bien que ces services publics fournissent actuellement plus de 90% d'approvisionnement en eau dans le monde, si l'amélioration des opérateurs publics d'eau reste encore modeste, elle entraîne l'immense impact néfaste sur des services globaux d'approvisionnement. Le Conseil propose un nouveau mécanisme pour améliorer des services publics d'eau sur la base aides mutuelles à titre gratuit des opérateurs plus efficaces envers ceux moins efficace. Ce programme stratégique de coopération entre les opérateurs d'eau est dénommé « Partenariat entre Opérateurs d'Eau (PUP) ».

Le Conseil établira un Programme d'Action, y compris des accords institutionnels proposés au PUP, préconisera son appui à la Communauté publique et internationale, et collaborera pour la réalisation.

Le monde n'est pas sur la voie pour réaliser l'objectif concerné à l'hygiène. Le premier obstacle est le manque de conscience et de volonté politique qui empêche aux gens de prêter une plus grande attention aux trois approches suivantes concernant l'hygiène : Promotion de qualité hygiénique,

Équipements sanitaires de foyer, et Traitement des eaux d'égout. En parallèle, il est nécessaire d'établir des programmes d'application, pour développer et appliquer les instruments pour l'action.

Tandis que la recommandation est principale pour tous les pays du monde, les organisations régionales et sous-régionales doivent entreprendre des campagnes concertées pour attirer l'intervention des investisseurs et pour inviter le développement dans le marketing, la technologie et les aide et conseils organisationnels

Pour soulever la volonté politique, on a proposé quatre phases à achever pendant la Décennie pour l'Eau : Premièrement, l'année 2008 est indiquée en tant que l'« Année internationale d'hygiène » pour galvaniser la volonté politique ; Deuxièmement, l'établissement du Prix d'Hygiène de l'ONU dans le contexte du Prix de l'ONU-Eau, c'est pour mettre en vedette des personnes chargées des services locaux d'hygiène ; Troisièmement des Bureaux régionaux de l'ONU sont demandés d'organiser des réunions régionales de haut niveau, et notamment à l'occasion de l'« Année internationale d'hygiène » afin de réviser et favoriser la politique nécessaire et les changements d'organisation ; et pour finir mais il est également important de noter qu'il faudra organiser une « Conférence globale d'Hygiène » au sein de l'ONU, qui soit tenu vers la fin de la Décennie de l'Eau de l'ONU pour tenir compte du progrès. En même temps, il est important dans les régions de coordonner des initiatives et des campagnes existantes telles que le WASH (Lavage) et l'Ecosan (*Eco Sanitation*, Assainissement écologique) et d'organiser les Ateliers régionaux ou de sous-régionaux sur l'hygiène invitant la participation des acteurs intéressés, tels que professionnels et scientifiques de Santé. Le Conseil travaillera avec des Donateurs, des établissements relatifs et des gouvernements de sorte que l'idée soit largement reconnue et mise en application à l'échelle globale.

La Surveillance est essentielle pour comprendre un véritable impact de l'investissement par les gouvernements nationaux et la Communauté internationale vers l'accomplissement des cibles internationalement convenues sur l'eau et l'hygiène. L'ONU, en tant que gardien des objectifs, devrait prendre la responsabilité de fournir les données fiables nécessaires pour mesurer le progrès vers les objectifs. Le Conseil propose trois Actions : le Secrétaire général est demandé de collaborer avec des Directeurs d'Agence de l'ONU pour soulever la priorité dans les attributions de ressource accordées dans le programme JMP ; L'ONU-Eau est demandée de jouer un rôle important pour conduire toute sorte de Surveillance, synthétisation et rapport à tout niveau, international, régional, national et local ; Les gouvernements nationaux sont demandés de renforcer leurs efforts d'amélioration des instruments et des articles de Surveillance ; Et enfin, l'OCDE sont demandée de réviser les systèmes de Surveillance courants à la lumière des multiples objectifs à réaliser, notamment l'objectif financière. Le Conseil soutiendra, avec la Communauté internationale et les Institutions Financières, l'ONU et autres dans la réalisation des perfectionnements et des changements proposés.

Le Conseil reconnaît que les gouvernements nationaux font des progrès et se dirige vers l'accomplissement des cibles internationalement convenues sur la formulation du plan nationale de GIRE et du plan national d'efficacité de l'eau, et estime que le progrès s'accélère. Le Conseil propose que l'ONU et la Communauté internationale agissent de sorte qu'un rapport, qui contient le progrès observé pour le plan GIRE et le plan d'efficacité de l'eau, soit soumis par tous Etats Membres à la session de révision d'objectifs sur l'eau et soit discuté à la 16ème Commission sur le Développement durable en 2008, que les plans soumis soient incorporés dans une base de données fondée par l'ONU afin de publier au monde, et que des principes GIRE sont appliqués dans des situations transfrontalières tandis que des organismes transfrontaliers sont soutenus par la Communauté internationale. Le Conseil commencera à dialoguer avec le Secrétaire général, avec l'ONU et si nécessaire avec des gouvernements en vue de réalisation de ces objectifs.

L'eau est la vie. L'eau pourrait aussi être une menace à la vie sous forme d'inondation, de tsunami ou de coulée de boue, comme nous avons récemment vu dans l'Océan Indien, l'ouragan Katrina, et les coulées de boue aux Philippines. Pour empêcher de telles tragédies de jamais se reproduire, le Conseil considère que la Communauté internationale doit s'accorder une cible commune *facile à comprendre*, pour envisager les désastres reliés à l'eau, et cette cible soulèvera la prise de conscience et l'engagement internationaux. Le processus de formulation de cible peut commencer à partir de la discussion entre des experts, et puis avancer à la phase de construction de consensus. La chose importante est que des actions sont prises maintenant sous cette direction tandis que la connaissance et des expériences sur des désastres liés à l'eau sont partagées auprès de l'ONU et d'autres organismes. Le Conseil collaborera avec les acteurs appropriés pour définir une telle cible et puis pour réaliser le progrès vers cette cible quand il est convenu par la Communauté internationale.

Il nous reste à adresser les questions importantes de perspective *cross-cutting* (perspective simultanée de plusieurs éléments): la participation des acteurs intéressés devient une norme reconnue à la lettre et en conférence, mais elle est rarement appliquée en pratique dans beaucoup de pays ; Femmes, les pauvres, population indigène, jeunesse et enfants y sont trop souvent exclus.

Comme l'eau est liée à beaucoup d'aspects sur les activités économiques et sociales, ses liens et sa synergie avec les autres secteurs principaux sont importants : professeurs, professionnels médicaux et sanitaire, organismes de travail, commerçants, et agriculteurs doivent être invité à la table de négociation, afin de trouver des solutions communautaires, régionaux et étatiques aux questions posées. Il est temps de discuter des problèmes de l'eau avec de différentes personnes, apportant de différentes perspectives et s'occupant de différentes missions. Le Conseil préconisera globalement de sorte que la participation et le dialogue ouverts des acteurs intéressés avec d'autres secteurs deviennent nos pratiques quotidiennes partout au monde.

Nous prendrons nos actions. Nous vous demandons de prendre vos actions. Que les actions sauvent le monde de la crise de l'eau au 21ème siècle.

Merci.